



**Nations Unies**

# **Commission de la science et de la technique au service du développement**

**Rapport sur les travaux  
de la quinzième session  
(21-25 mai 2012)**

**Conseil économique et social**

**Documents officiels, 2012**

**Supplément n° 11**



**Conseil économique et social**  
Documents officiels, 2012  
Supplément n° 11

# **Commission de la science et de la technique au service du développement**

**Rapport sur le travaux  
de la quinzième session  
(21-25 mai 2012)**



Nations Unies • New York, 2012



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

---

## *Résumé*

À sa quinzième session, la Commission de la science et de la technique au service du développement a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international. En outre, la Commission a examiné deux thèmes prioritaires, « Innovation, recherche, transferts de technologie bénéfiques pour tous, esprit d'entreprise et planification conjointe intéressant la société de l'information » et « Libre accès, bibliothèques scientifiques et virtuelles, analyses géospatiales et autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et des communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier, l'éducation ».

Deux tables rondes ministérielles ont été organisées durant la session, l'une sur « l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information » et l'autre sur « la contribution de la science et de la technologie à la solution des problèmes de développement ». La session comprenait aussi un groupe de travail sur « l'extension du service universel d'accès en milieu rural et l'équipement rural – version 2.0 ». Plus de 15 États Membres étaient représentés par un ministre. Des chefs ou représentants d'organisations internationales du système des Nations Unies et des représentants de la société civile et des entreprises ont également participé à la session.

Examinant la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, les participants ont souligné les deux points suivants : la croissance rapide de la téléphonie mobile depuis 2005 et l'essor de nouveaux services et de nouvelles applications, notamment s'agissant de la santé en ligne, des transactions sur téléphone mobile, de l'administration en ligne, de l'entreprise en ligne et des services de développement, offrent un important potentiel de développement de la société de l'information, alors que, simultanément, de nombreux nouveaux pays en développement n'ont pas à un prix raisonnable accès aux technologies de l'information et de la communication, et que, pour la majorité des pauvres, les promesses de la science et de la technique, et notamment de l'informatique, restent souvent lettre morte. Les pays en développement se heurtent à des obstacles dans plusieurs domaines importants, notamment les ressources, l'équipement, l'éducation, les capacités, l'investissement et la connectivité, la propriété de la technologie, les normes et les transferts.

Il existe en effet une fracture numérique de plus en plus béante s'agissant de l'accès, du coût, de la qualité d'accès et du haut débit entre les pays à revenu élevé et les autres régions du monde, et les pays les moins avancés et le continent africain étant nettement en retard par rapport au reste du monde. Les participants ont fait

observer que, dans certains cas, la fracture numérique change de caractère et n'est plus seulement celle due à l'accès inégal, mais est devenue un problème de qualité de l'accès, de l'information et des compétences que les usagers peuvent obtenir, et la valeur que ceux-ci peuvent en retirer, et ils ont reconnu à ce sujet qu'il fallait donner la priorité à l'utilisation des TIC par une démarche novatrice, mettant en œuvre plusieurs acteurs, dans les stratégies de développement nationales et régionales.

Les TIC ont, dans leur ensemble, profondément changé depuis la convocation du Sommet mondial sur la société de l'information. Certaines des questions qui à l'époque ne paraissaient pas essentielles lors des deux phases du Sommet continuent à prendre une grande importance. Des participants ont souligné certaines de ces questions, telles que le potentiel des TIC dans la lutte contre le changement climatique, les réseaux sociaux, la virtualisation et l'informatique dématérialisée, la protection de la confidentialité en ligne et l'émancipation et la protection des groupes vulnérables de la société, comme les enfants et les jeunes, en particulier contre une « cyberexploitation » et contre divers abus.

Les participants ont engagé instamment tous les acteurs à adopter des mesures appropriées pour réduire la fracture numérique et développer en priorité de nouvelles approches susceptibles de faciliter un accès universel, pour les pays en développement, à l'équipement à haut débit à un coût raisonnable. Ils ont également engagé tous les acteurs à trouver des ressources adéquates, à augmenter la capacité, et à transférer des technologies aux pays en développement, en particulier les moins avancés.

S'agissant de l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, la Commission a réaffirmé le rôle de l'Assemblée générale et attend la décision de l'Assemblée, à sa soixante-septième session, sur les modalités de cet examen. La Commission recommande, au sujet de la décision de l'Assemblée générale, de lancer un processus approprié en s'inspirant de l'expérience acquise lors des deux phases du Sommet.

La Commission a instamment demandé au Secrétaire général d'assurer un financement régulier du Forum sur la gouvernance de l'Internet et ses structures, dans l'optique de la septième réunion du Forum et des réunions ultérieures. La Commission a pris note avec satisfaction du rapport de son groupe de travail sur les améliorations apportées au Forum de la gouvernance de l'Internet et a exprimé sa gratitude à tous les membres du Forum et à tous les États Membres et autres acteurs compétents qui ont apporté une contribution aux consultations tenues par le Groupe de travail.

S'agissant de la question d'une plus grande coopération sur les questions de politique générale relatives à Internet, la Commission a pris note de la consultation ouverte à tous organisée par le Président de la Commission, et qui s'est tenue à Genève le 18 mai 2012 en réponse à la demande de l'Assemblée générale. La Commission a décidé de transmettre le rapport du Président de ce groupe de travail à l'Assemblée générale à sa soixante-septième session pour information.

Abordant le thème prioritaire « Innovation, recherche, transferts de technologies bénéfiques pour tous, esprit d'entreprise et planification conjointe intéressant la société de l'information », les participants ont adressé plusieurs appels à l'action aux gouvernements et à la communauté internationale. Ils ont engagé les gouvernements à encourager l'esprit d'innovation par des moyens tels que des prix et

des campagnes de presse, les actions d'apprentissage et de développement des capacités au niveau de l'entreprise et de la branche d'activité, par la mise en place d'un environnement favorable, le développement de centres de calcul pour permettre la participation à des réseaux internationaux de recherche et pour tirer parti des possibilités d'acquisition collective de connaissances, les politiques nationales de l'informatique et l'enseignement de cette discipline.

Les participants ont encouragé la Commission de la science et de la technique au service du développement et la CNUCED à faire plus largement connaître aux dirigeants le processus même de l'innovation et à repérer les possibilités qui s'offrent en particulier aux pays en développement pour tirer parti de l'innovation. En outre, ils ont demandé que l'on analyse et diffuse les faits relatifs au développement des capacités d'innovation, notamment au niveau de l'entreprise, pour bien comprendre les aspects sociaux et économiques de ces processus et utiliser cette compréhension pour élaborer des politiques.

S'agissant de l'autre thème prioritaire « Libre accès, bibliothèques scientifiques virtuelles, analyses géospatiales et autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et des communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier l'éducation », le débat a porté sur les difficultés que rencontrent les petits agriculteurs des pays en développement. On a reconnu qu'il fallait passer de la monoculture à des systèmes viables de régénération des sols. On a en outre reconnu que les petits agriculteurs devaient être au centre des décisions sur le choix des politiques et des techniques. Parmi les petits agriculteurs eux-mêmes, il faut faire une place plus large aux femmes, qui jouent un rôle essentiel dans l'agriculture, et qui peinent souvent à sortir de l'agriculture de subsistance, car elles n'ont pas accès aux ressources indispensables.

Les gouvernements sont engagés à encourager les partenariats avec d'autres acteurs de façon à surmonter les lacunes de l'équipement, notamment la distribution d'électricité et les autres services, qui limitent l'accès et l'utilisation des ressources des TIC, et il faut mettre à cet égard l'accent sur des solutions locales susceptibles d'être reproduites à l'échelle régionale. Les participants ont préconisé une plus large collaboration afin de réduire la « fracture du contenu », en facilitant l'accès aux publications scientifiques en ligne et aux contenus dans les langues locales. Les gouvernements pourraient encourager les fondations et organismes nationaux de recherche à mettre leurs données et leurs résultats dans le domaine public sous des formes facilement accessibles et ouvertes. Il faut encourager une collaboration internationale dans la diffusion des publications numérisées résultant d'une recherche réalisée à l'aide de fonds publics, et à les mettre gratuitement en ligne pour en faciliter l'accès.

Les participants ont rappelé l'importance de la viabilité logistique et financière des bibliothèques scientifiques virtuelles, notamment celles qui offrent une plateforme pour faciliter la création de réseaux de scientifiques à travers les frontières des pays. Ils ont également encouragé la formation de réseaux nationaux de recherche et d'éducation qui contribuent à l'établissement des liens entre scientifiques.

Les participants ont fait observer que les systèmes d'information géographique et l'analyse géospatiale sont utilisés dans de nombreux secteurs et ont d'importantes applications dans la solution des problèmes de développement; cependant ces ressources restent sous-utilisées. La Commission préconise une meilleure intégration

des systèmes d'information géographique et de l'analyse spatiale dans les programmes d'enseignement des pays par un renforcement de la formation des enseignants. Parmi les autres domaines d'action il faut citer l'établissement d'organismes se consacrant à l'obtention, la conservation et la diffusion des données géographiques, la large diffusion dans le public, au moindre coût, des données provenant des systèmes d'information géographique, et la participation du secteur privé à l'ouverture plus large de la technologie des données géospatiales.

La Commission de la science et de la technique au service du développement et la CNUCED sont invitées à organiser un forum de dialogue et à partager les pratiques et les données d'expérience optimales pour dégager et propager des moyens appropriés de promotion de l'innovation, la recherche-développement, la création de connaissances nouvelles, le transfert de technologie et l'utilisation de l'informatique pour la création de capacités scientifiques et technologiques dans l'enseignement scientifique et la formation des ingénieurs, de même que la recherche, et l'entreprise pour le plus grand bien des pays en développement et, dans ce contexte, à étudier les moyens d'élargir la coopération entre tous les pays, l'accent étant mis sur le partage en ligne des ressources disponibles.

Les participants ont pris note du rapport de la CNUCED sur l'application du prisme de la parité à la science, la technologie et l'innovation, (E/CN.16/2011/CRP.3) et ont souligné la nécessité d'intégrer une perspective sexospécifique dans tous les programmes et politiques relatifs à la science, la technologie et l'innovation. Ils ont encouragé le Conseil consultatif sur la parité de la Commission à apporter sa contribution au débat et à la documentation, et ont invité ce conseil à rendre compte des progrès accomplis aux sessions annuelles de la Commission et à envisager les moyens d'intégrer s'il y a lieu une perspective sexospécifique dans l'examen de la politique de la science, la technologie et l'innovation.

Un débat a été consacré à l'accès au haut débit en milieu rural et dans les régions et populations sous-desservies. Le téléphone mobile a fait d'importants progrès et les mesures de libéralisation de ce marché ont contribué à l'universalité d'accès, mais l'accès au haut débit demeure problématique. Pour améliorer cet accès, il faudrait la coopération de nombreux acteurs. Les incitations ont souvent été insuffisantes pour amener les opérateurs privés à s'occuper des régions sous-desservies. En outre, le fait que les centres de télécommunication n'ont pas toujours la durabilité voulue donne à croire qu'il faut repenser l'accès public. Il faut également inciter l'industrie des télécommunications à avoir une perspective à long terme s'agissant du développement des régions sous-desservies, leur population représentant des clients potentiels; des fonds se consacrant au service universel de télécommunication ont apporté une importante contribution dans ce domaine, et d'importants progrès ont été accomplis dans la réduction du déficit de service universel. Pour stimuler la demande, il faut à la fois créer des capacités et susciter une prise de conscience. Il est important d'assurer l'accès au haut débit dans les écoles et d'encourager l'administration en ligne et la cybersanté, tandis que le développement des contenus est crucial. Citant l'expérience de pays comme la Colombie, le Ghana et le Pakistan, les participants ont indiqué que parmi les importants objectifs de l'élargissement de l'accès au haut débit, il faut compter la durabilité, l'efficacité et l'émancipation économique des populations locales.



Sous le titre « Examens des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation », les participants ont salué la grande qualité des examens de ce type effectués par la CNUCED en El Salvador et au Pérou et ont souligné qu'il fallait que les pays suivent de près l'application de ces examens. Ils ont encouragé la Commission et la CNUCED à mettre au point des indicateurs d'évaluation des progrès accomplis par les pays dans l'application des recommandations relatives à l'examen des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation et des autres recommandations qu'ils ont appliquées, et, à la demande de ces pays, à réaliser des examens périodiques pour suivre ces progrès.

La Commission a choisi les deux thèmes prioritaires de sa seizième session : « La science, la technologie et l'innovation pour des villes et des communautés périurbaines viables à terme » et « Le haut débit Internet pour une société numérisée partagée par tous ».

La Commission a élu le Bureau de sa seizième session :

*Présidence :*

Miguel Palomino de la Gala (Pérou)

*Vice-Présidence :*

Thato Regina Mosisili (Lesotho)

Andrew Reynolds (États-Unis d'Amérique)

Peter Major (Hongrie)

Mohammad Kazem Asayesh Talab Tousi (République islamique d'Iran)

Au chapitre I du présent rapport, la Commission recommande au Conseil économique et social d'adopter deux projets de résolutions, l'un sur « La science et la technique au service du développement » et l'autre sur « L'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information ». Pour tout complément d'information sur la session, consulter le site : <http://www.unctad.org/estd>.

---

[8 juin 2012]

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention .	1
A. Projets de résolution présentés au Conseil pour adoption . . . . .	1
I. Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information . . . . .	1
II. La science et la technique au service du développement . . . . .	8
B. Projet de décision pour adoption par le Conseil . . . . .	13
Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa quinzième session et ordre du jour provisoire et documentation de la seizième session de la Commission . . . . .	13
C. Questions portées à l'attention du Conseil . . . . .	14
Décision 15/101 . . . . .	14
Documents dont la Commission de la science et de la technique au service du développement était saisie à sa quinzième session . . . . .	14
II. Progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international . . . . .	15
III. Thèmes prioritaires . . . . .	18
a) Innovation, recherche, transfert de technologie mutuellement bénéfique, entrepreneuriat et planification conjointe intéressant la société de l'information . . . . .	18
b) Libre accès, bibliothèques scientifiques virtuelles, analyse géospatiale et autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et des communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier l'éducation . . . . .	18
IV. Présentation de rapports sur l'examen des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation. . . . .	21
V. Élection du Président et des autres membres du Bureau de la seizième session de la Commission . . . . .	22
VI. Ordre du jour provisoire et documentation de la seizième session de la Commission. . . . .	23
VII. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa quinzième session . . . . .	24

---

VIII.	Organisation de la session. ....	25
A.	Ouverture et durée de la session ....	25
B.	Participation ....	25
C.	Élection du Bureau ....	25
D.	Ordre du jour et organisation des travaux. ....	26
E.	Documentation ....	26
Annexe		
	Liste des documents dont la Commission était saisie à sa quinzième session ....	27



## Chapitre I

### Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

#### A. Projets de résolution présentés au Conseil pour adoption

1. La Commission de la science et de la technique au service du développement recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de résolution suivants :

#### Projet de résolution I

#### Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information\*

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* les documents issus du Sommet mondial sur la société de l'information<sup>1</sup>,

*Rappelant également* sa résolution 2006/46 du 28 juillet 2006 sur la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial et le réexamen de la Commission de la science et de la technique au service du développement, et le mandat confié à celle-ci en vertu de ladite résolution,

*Rappelant en outre* sa résolution 2011/16 du 26 juillet 2011 sur le bilan de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial,

*Rappelant* la résolution 66/184 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2011, sur les technologies de l'information et des communications au service du développement,

*Prenant note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial aux niveaux régional et international<sup>2</sup>,

*Prenant note* du rapport du Secrétaire général intitulé « Améliorations et innovations portant sur les mécanismes financiers en place : les technologies de l'information et de la communication au service du développement »<sup>3</sup>,

*Notant* que la Commission a soumis, en tant que document d'information, un rapport intitulé « Application des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information : expérience acquise et perspectives d'avenir »<sup>4</sup>.

*Sachant gré* au Secrétaire général de la CNUCED d'avoir veillé à l'établissement en temps voulu des rapports susmentionnés,

---

\* Pour le compte rendu des débats, voir chap. II.

<sup>1</sup> Voir A/C.2/59/3, annexe, et A/60/687. Les textes issus du Sommet sont aussi consultables à l'adresse suivante : <http://www.itu.int/wsis/index-fr.html>.

<sup>2</sup> A/67/66-E/2012/49.

<sup>3</sup> E/CN.16/2010/3.

<sup>4</sup> UNCTAD/DTL/STICT/2011/3.

**Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial  
sur la société de l'information**

1. *Note* la poursuite de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, en particulier sa nature multipartite, le rôle joué par les organismes chefs de file qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations, et le rôle des commissions régionales et du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information, et remercie la Commission de la science et de la technique au service du développement de l'aider à assurer la coordination à l'échelle du système de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial;

2. *Prend note* des rapports respectifs et des résumés analytiques présentés par de nombreuses entités des Nations Unies en vue de l'élaboration du rapport annuel du Secrétaire général à la Commission, et publiés sur le site Web de celle-ci, comme il l'a demandé dans sa résolution 2007/8 du 25 juillet 2007, et rappelle à quel point il importe qu'il y ait une coordination étroite entre les principaux organismes qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations et avec le secrétariat de la Commission;

3. *Note* la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial au niveau régional facilitée par les commissions régionales, comme l'a constaté le Secrétaire général dans son rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial aux niveaux régional et international<sup>2</sup>, notamment les mesures prises en la matière, et souligne qu'il faut continuer à chercher une solution aux problèmes particuliers à chaque région en s'attachant spécifiquement aux difficultés et aux obstacles qu'elle peut rencontrer en ce qui concerne la mise en œuvre de tous les objectifs et principes énoncés par le Sommet mondial, surtout pour ce qui est des technologies de l'information et des communications au service du développement;

4. *Réaffirme* qu'il importe de continuer à coordonner la mise en œuvre multipartite des textes issus du Sommet mondial au moyen d'outils efficaces, avec pour objectif de mettre en commun les informations des principaux organismes qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations, de repérer les questions à améliorer, et de débattre des modalités relatives à l'établissement de rapports sur la mise en œuvre globale, encourage toutes les parties prenantes à continuer de contribuer à la base de données gérée par l'Union internationale des télécommunications sur la mise en œuvre des objectifs arrêtés au Sommet mondial, et invite les entités de l'ONU à mettre à jour les informations sur leurs initiatives qui sont enregistrées dans la base de données;

5. *Souligne* qu'il est urgent d'incorporer les recommandations formulées dans les textes issus du Sommet mondial aux directives révisées destinées aux équipes de pays des Nations Unies et portant sur la préparation des bilans communs de pays et des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, et notamment d'y ajouter un volet sur les technologies de l'information et des communications au service du développement;

6. *Note avec satisfaction* la tenue à Genève du 14 au 18 mai 2012 du Forum 2012 de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information organisé par l'Union internationale des télécommunications, l'UNESCO, la CNUCED et le Programme des Nations Unies pour le développement sous la forme d'une structure

multipartite pour l'application coordonnée des textes issus du Sommet et la facilitation de la mise en œuvre des grandes orientations de celui-ci;

7. *Invite* tous les pays à s'abstenir, dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour bâtir la société de l'information, de prendre des mesures unilatérales qui seraient contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies, entraveraient le développement économique et social des pays visés et nuiraient au bien-être de leurs habitants;

8. *Se félicite* des progrès soulignés dans le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial<sup>2</sup>, en particulier du fait que, grâce à la croissance rapide de la téléphonie mobile depuis 2005, plus de la moitié des habitants de la planète ont à leur portée un accès aux technologies de l'information et de la communication, conformément à un des objectifs fixés lors du Sommet mondial; cette avancée est d'autant plus précieuse qu'elle s'accompagne du lancement de nouveaux types de services et d'applications, notamment les prestations de santé ou les transactions par téléphonie mobile, le cybergouvernement, le commerce en ligne et les services en faveur du développement, susceptibles de favoriser grandement l'éclosion de la société de l'information;

9. *Note avec une vive préoccupation* que de nombreux pays en développement ne disposent pas d'un accès abordable aux technologies de l'information et des communications et que, pour la majorité des pauvres, la promesse de développement que recèlent la science et les techniques, notamment les technologies de l'information et des communications, ne s'est pas encore concrétisée, et souligne que les technologies, y compris celles de l'information et des communications, doivent être exploitées efficacement pour que soit réduite la fracture numérique;

10. *Estime* que, si les technologies de l'information et des communications offrent des possibilités nouvelles, elles posent aussi des défis inédits et qu'il faut s'attaquer d'urgence aux obstacles de taille qui entravent l'accès des pays en développement aux nouvelles technologies, tels que l'insuffisance des ressources, des infrastructures, des moyens pédagogiques, des capacités, des investissements et des dispositifs de connectivité, et les problèmes touchant la propriété, la normalisation et les transferts, et engage à cet égard toutes les parties concernées à fournir des ressources financières suffisantes aux pays en développement, et en particulier aux moins avancés d'entre eux, à leur transférer des technologies et à renforcer leurs capacités;

11. *Prend acte* de la croissance rapide des réseaux d'accès en haut débit, surtout dans les pays développés, et note avec préoccupation que, pour ce qui est de la disponibilité et l'abordabilité du haut débit, ainsi que la qualité des accès et le taux d'utilisation, le fossé numérique se creuse entre les pays à hauts revenus et les autres régions, les pays les moins avancés et l'Afrique dans son ensemble étant à la traîne par rapport au reste du monde;

12. *Constate* que la transition en cours vers un environnement de communication dominé par les technologies mobiles entraîne des changements significatifs dans les modèles commerciaux des opérateurs et qu'elle exige que l'on repense en profondeur l'utilisation individuelle et collective des réseaux et des appareils, ainsi que les stratégies mises en œuvre par les gouvernements et les

moyens d'utiliser les réseaux de communication pour atteindre des objectifs de développement;

13. *Constate également* que, malgré toutes les évolutions et les progrès observés à certains égards, dans de nombreux pays en développement les technologies de l'information et des communications restent inabordables pour la majorité de la population, surtout en zone rurale;

14. *Note* que le nombre d'utilisateurs de l'Internet va croissant et que dans certains cas le fossé numérique change de nature et porte moins sur la disponibilité de l'accès que sur la qualité de celui-ci, et sur les informations et les savoir-faire que les utilisateurs peuvent obtenir et les bienfaits qu'ils peuvent en tirer; et estime à cet égard qu'il faut fixer les priorités pour l'utilisation des technologies de l'information et des communications, avec des démarches novatrices, notamment multipartites, dans le cadre des stratégies de développement nationales et régionales;

15. *Se réjouit* de la tenue du Sommet sur le haut débit, accueilli à Genève en octobre 2011 par la Commission du haut débit, événement exceptionnel qui a rassemblé des décideurs de haut rang et encouragé des relations nouvelles et l'adoption de mesures de développement du haut débit;

16. *Remarque* que si des jalons solides ont été posés pour renforcer les capacités en ce qui concerne les technologies de l'information et des communications dans de nombreux domaines relatifs à la mise en place de la société de l'information, il faut continuer de s'efforcer de trouver des solutions aux difficultés que continuent de rencontrer notamment les pays en développement et les pays les moins avancés, et attirer l'attention sur les retombées positives d'un meilleur développement des capacités aux niveaux des institutions, des organisations et des entités concernées par les technologies de l'information et des communications et les questions liées à la gouvernance d'Internet;

17. *Considère* qu'il faut privilégier les politiques de renforcement des capacités et d'appui à long terme qui démultiplient les effets des activités et des initiatives menées aux niveaux national et local afin de fournir des conseils, des services et un appui propices à la création d'une société de l'information solidaire, axée sur l'être humain et orientée vers le développement;

18. *Constate* que des questions qui n'étaient pas centrales au cours des première et deuxième phases du Sommet mondial en 2003 et en 2005 continuent d'apparaître, telles que le potentiel des technologies de l'information et des communications dans la lutte contre le changement climatique, les réseaux sociaux, la virtualisation et l'informatique dématérialisée, la sauvegarde de la confidentialité des données en ligne et l'autonomisation et la protection des groupes vulnérables, notamment les enfants et les jeunes, contre l'exploitation et les mauvais traitements dans le cyberspace;

19. *Réaffirme* l'importance des indicateurs relatifs aux technologies de l'information et des communications en tant qu'outil de suivi et d'évaluation de la fracture numérique entre les pays et au sein des sociétés, et outil d'information pour les décideurs qui sont chargés d'élaborer des politiques et des stratégies de développement social, culturel et économique, et souligne qu'il importe de normaliser et d'harmoniser les indicateurs relatifs aux technologies de l'information et des communications et de faire en sorte qu'ils soient fiables et régulièrement mis à jour pour rendre compte du rendement, de l'efficacité, du coût et de la qualité des



biens et services en vue de la mise en œuvre des politiques relatives aux technologies de l'information et des communications;

### **Gouvernance d'Internet**

20. *Réaffirme* le paragraphe 20 de sa résolution 2011/16 du 26 juillet 2011 et la résolution 66/184 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2011;

21. *Réaffirme également* les paragraphes 34 à 37 et 67 à 72 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information<sup>5</sup>;

### **Renforcement de la coopération**

22. *Rappelle* la résolution 66/184 de l'Assemblée générale par laquelle celle-ci invite le Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement à organiser, en marge de la quinzième session de la Commission, une réunion d'une journée, qui serait publique, ouverte à tous et interactive, et à laquelle participeraient tous les États Membres et les autres parties intéressées, en particulier celles des pays en développement, y compris le secteur privé et la société civile, et les organisations internationales, en vue de trouver un terrain d'entente pour renforcer la coopération sur les questions de politiques publiques nationales concernant Internet conformément aux paragraphes 34 et 35 de l'Agenda de Tunis, et prie le Secrétaire général de fournir des informations sur les résultats de cette réunion lorsqu'il établira son rapport sur l'application et le suivi de ladite résolution;

23. *Prend note* des consultations ouvertes sur une coopération accrue pour le choix des politiques concernant Internet, convoquées par le Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement à Genève le 18 mai 2012;

24. *Décide* de transmettre, pour information, le rapport du Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les résultats de ces consultations à l'Assemblée générale pour examen à sa soixante-septième session, tout en constatant qu'il n'y a pas eu de consensus sur l'exactitude et le caractère équilibré de la façon dont les vues exprimées lors de ces consultations ont été consignées dans ledit rapport;

### **Forum sur la gouvernance d'Internet**

25. *Note* que le Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet a achevé sa tâche avec succès;

26. *Note avec satisfaction* le rapport du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet et exprime sa gratitude à tous les membres du Groupe de travail pour le temps et les efforts précieux qu'ils ont consacrés à cette tâche, ainsi qu'à tous les États Membres et autres parties prenantes ayant contribué aux consultations;

### **La voie vers l'avenir**

27. *Prie instamment* les entités des Nations Unies qui ne coopèrent encore pas activement à la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société

---

<sup>5</sup> Voir A/60/687.

de l'information par l'intermédiaire du système des Nations Unies et à son suivi de prendre les mesures nécessaires pour s'attacher à édifier une société de l'information axée sur l'être humain, solidaire et orientée vers le développement et contribuer à réaliser les objectifs de développement qui ont été arrêtés à l'échelle internationale, notamment ceux figurant dans la Déclaration du Millénaire<sup>6</sup>;

28. *Invite* toutes les parties prenantes à poursuivre, à titre prioritaire, les efforts qu'elles déploient pour réduire la fracture numérique, à mettre en pratique des stratégies cohérentes qui favorisent le développement du cybergouvernement, et à continuer de mettre l'accent sur des politiques et des applications en matière de technologies de l'information et des communications qui bénéficient aux pauvres, y compris l'accès au haut débit au niveau local, afin de remédier à la fracture numérique entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci;

29. *Prie instamment* toutes les parties prenantes d'accorder la priorité au développement de démarches innovantes qui favoriseront l'accès universel à une infrastructure à haut débit abordable pour les pays en développement et l'utilisation de services à haut débit adaptés afin de créer une société de l'information solidaire, orientée vers le développement et axée sur l'être humain, et de réduire la fracture numérique;

30. *Demande* aux organisations internationales et régionales de continuer à évaluer la facilité avec laquelle les pays ont accès aux technologies de l'information et des communications et de rendre compte périodiquement à ce sujet, l'objectif étant de créer des chances égales pour faciliter la croissance du secteur informatique dans les pays en développement;

31. *Demande* à tous les pays de faire des efforts concrets pour respecter les obligations découlant du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>7</sup>;

32. *Appelle* les organismes des Nations Unies ainsi que les organisations et forums concernés, conformément aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, à examiner périodiquement et à faire évoluer les méthodes utilisées pour les indicateurs relatifs aux technologies de l'information et des communications, compte tenu des différents niveaux de développement et de la situation propre à chaque pays et par conséquent :

a) *Approuve* les travaux du Partenariat sur les statistiques relatives aux technologies de l'information et de la communication au service du développement;

b) *Demande* au Partenariat sur les statistiques relatives aux technologies de l'information et de la communication au service du développement de poursuivre ses travaux sur la mesure de l'impact de ces technologies, en particulier dans les pays en développement, en définissant des directives pratiques, des méthodes et des indicateurs;

c) *Prend note* de la neuvième réunion mondiale sur les indicateurs des TIC et des télécommunications, qui a aidé les gouvernements à collecter des données utiles au niveau national sur ces technologies;

---

<sup>6</sup> Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

<sup>7</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

d) *Demande* aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations et forums concernés d'étudier les conséquences de la conjoncture économique mondiale actuelle sur le déploiement des technologies de l'information et des communications, notamment en matière de connexions à haut débit, et sur sa viabilité économique;

e) *Engage* les gouvernements à collecter au niveau national les données pertinentes sur les technologies de l'information et des communications, à mettre en commun des informations sur les études de cas nationales, et à collaborer avec d'autres pays dans le cadre de programmes d'échange visant à renforcer les capacités;

f) *Engage également* les organismes des Nations Unies et les autres organisations et forums concernés à promouvoir des études sur l'incidence des technologies de l'information et des communications sur la pauvreté, et à déterminer, pour des secteurs clefs, quelles sont les connaissances et aptitudes nécessaires pour assurer un impact accru;

g) *Demande* aux partenaires de développement internationaux de fournir un appui financier afin de faciliter encore le renforcement des capacités et l'assistance technique dans les pays en développement;

33. *Engage* la communauté internationale à contribuer volontairement à un fonds d'affectation spéciale créé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en vue d'appuyer les activités d'examen et d'évaluation du travail de la Commission de la science et la technique au service du développement concernant le suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, tout en saluant avec gratitude l'appui financier fourni à ce fonds par les Gouvernements finlandais et suisse;

34. *Prie* le Secrétaire général de présenter chaque année à la Commission un rapport sur l'application des recommandations figurant dans les résolutions du Conseil économique et social sur le bilan quantitatif et qualitatif de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information;

35. *Prie instamment* le Secrétaire général de continuer à assurer le fonctionnement du Forum sur la gouvernance d'Internet et de ses structures en préparation de la septième réunion, qui doit se tenir à Bakou du 6 au 9 novembre 2012 et de ses futures réunions;

36. *Constate* qu'il faut nommer le Conseiller spécial du Secrétaire général sur la gouvernance d'Internet et le Coordonnateur exécutif du Forum sur la gouvernance d'Internet;

37. *Rappelle* le paragraphe 111 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information<sup>5</sup>, qui demande à l'Assemblée générale de procéder en 2015 à un examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, et son paragraphe 106, aux termes duquel la mise en œuvre du Sommet et son suivi doivent faire partie intégrante du suivi intégré, par les Nations Unies, des grandes conférences des Nations Unies;

38. *Rappelle également* le paragraphe 10 de la résolution 66/184 de l'Assemblée générale dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé son rôle dans l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, examen qui aura lieu à la fin de 2015, comme le reconnaît le

paragraphe 111 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, et a décidé d'examiner les modalités de cet examen à sa soixante-septième session;

39. *Note* les consultations ouvertes du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information, qui ont eu lieu sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, et prend note du rôle de la Commission de la science et de la technique au service du développement, définis dans la résolution 2006/46 du Conseil économique et social, consistant à aider le Conseil à assurer le suivi du Sommet à l'échelle mondiale, en particulier l'examen et l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet;

40. *Recommande*, sous réserve de la décision de l'Assemblée générale à ce sujet, de lancer un processus préparatoire approprié, s'inspirant de l'expérience acquise lors des deux phases du Sommet mondial, qui soit compatible avec le processus du Sommet mondial lui-même;

41. *Note avec satisfaction* le rapport sur le bilan des activités du Sommet mondial sur la société de l'information, qui est un précieux instrument de suivi, après la conclusion de la phase de Tunis du Sommet mondial;

42. *Réaffirme* qu'il importe de partager les pratiques optimales au niveau mondial et tout en saluant la qualité de la mise en œuvre de projets et d'initiatives qui contribuent aux objectifs du Sommet mondial, encourage toutes les parties prenantes à proposer leurs projets comme candidats aux prix du Sommet mondial, processus qui fait partie intégrante du bilan du Sommet mondial, tout en notant le rapport sur les succès obtenus;

43. *Salue* l'action que mène le Groupe des Nations Unies sur la société de l'information en vue de l'intégration des recommandations contenues dans les documents issus du Sommet mondial, dans les directives révisées à l'intention des équipes de pays des Nations Unies en vue de la préparation des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, notamment l'addition d'un élément relatif aux technologies de l'information et de la communication au service du développement;

44. *Constate* que les technologies de l'information et de la communication contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et rappelle l'importance de la contribution du processus du Sommet mondial sur la société de l'information à la réalisation de ces objectifs.

## **Projet de résolution II**

### **La science et la technique au service du développement\***

*Le Conseil économique et social,*

*Saluant* le rôle joué par la Commission de la science et de la technique au service du développement en tant que porte-drapeau de l'Organisation des Nations Unies pour la science, la technique et l'innovation au service du développement,

*Constatant* le rôle critique que jouent la science, la technologie et l'innovation dans l'acquisition et la préservation de la compétitivité nationale dans l'économie

---

\* Pour le compte rendu des débats, voir le chapitre III.

mondiale, à l'heure de la mondialisation, et leur contribution à la réalisation d'un développement durable,

*Constatant également* le rôle décisif que jouent les technologies de l'information et des communications dans la promotion de la science, de la technique et de l'innovation au service du développement,

*Rappelant* le document final du Sommet mondial de 2005, qui souligne le rôle déterminant de la science et de la technique, notamment les technologies de l'information et des communications, pour la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international et réaffirmant les engagements pris dans ledit document<sup>8</sup>,

*Rappelant également* que la CNUCED est le secrétariat de la Commission,

*Rappelant en outre* les travaux menés par la Commission sur la contribution de la science, de la technologie et de l'ingénierie à l'innovation et à la création de capacités d'éducation et de recherche et sur les politiques orientées vers le développement pour une société de l'information sans exclusive socioéconomique, notamment les politiques relatives à l'accès, l'infrastructure et un environnement favorable,

*Saluant* le travail accompli par la Commission sur ses deux thèmes prioritaires de sa session : « Innovation, recherche, transferts de technologies bénéfiques pour tous, esprit d'entreprise et planification conjointe intéressant la société de l'information » et « Libre accès, bibliothèques scientifiques virtuelles, analyses géospatiales et autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et des communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier l'éducation »,

*Constatant* que l'apprentissage en commun est la condition de l'innovation, du transfert de technologie et de l'entreprise et suppose, aux niveaux de l'individu et des organisations, la création de capacités d'absorption et de production,

*Constatant également* le travail accompli par certains organismes des Nations Unies, notamment la CNUCED, dans l'analyse de l'impact du transfert de technologie sur le commerce et le développement,

*Notant* que la liberté d'accès et les bibliothèques scientifiques virtuelles sont deux moyens complémentaires d'accroître et d'étendre la circulation des connaissances et d'aider les pays en développement à obtenir des données et les résultats de la recherche,

*Notant également* qu'il faut prêter plus d'attention à l'ensemble grandissant de ressources scientifiques et techniques existant en ligne et utiles aux milieux scientifiques et techniques du monde entier,

*Constatant* que l'introduction effective des technologies de l'information et des communications dans l'enseignement nécessite non seulement l'accès à la technologie, mais également la création de capacités d'absorption et de production de la science, la technologie et l'innovation, par le développement des ressources

---

<sup>8</sup> Voir résolution A/60/1 de l'Assemblée générale, par. 60.

humaines, des conditions favorables à l'éducation et de l'infrastructure et par des politiques nationales de progrès,

*Notant* que les systèmes d'information géographique et l'analyse géospatiale sont utilisés dans de nombreux secteurs de la société et ont d'importants effets dans la solution des problèmes de développement, mais restent pourtant sous-utilisés comme potentiel de changement,

*Rappelant* que dans sa résolution 66/211 sur la science et la technique au service du développement, l'Assemblée générale a encouragé la CNUCED à entreprendre de nouvelles analyses des politiques relatives à la science, la technologie et l'innovation en vue d'aider les pays en développement et en transition à déterminer les mesures qu'ils doivent prendre pour intégrer ces politiques dans leurs stratégies de développement nationales,

*Saluant* la qualité des examens effectués par la CNUCED des politiques de la science et de la technologie du Pérou et d'El Salvador, qui montrent bien qu'il faut suivre la mise en œuvre de ces examens, par les pays, comme le montre le rapport de l'Angola,

*Rappelant* la décision 2011/235 du Conseil économique et social qui prévoit la prorogation jusqu'en 2015 du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes et les résolutions 66/129, 66/211 et 66/216 de l'Assemblée générale, qui traitent respectivement de l'amélioration de la situation des femmes dans les zones rurales, des obstacles à l'accès égal des femmes et des filles à la science et la technologie et de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques et programmes de développement,

*Prenant note* du rapport intitulé « L'application du prisme de la parité des sexes à la science, la technologie et l'innovation » établi par la CNUCED en étroite coopération avec le Conseil consultatif de la Commission sur l'égalité des sexes,

*Rappelant* qu'il est essentiel de comprendre les moyens par lesquels des personnes de sexe différent, d'âge différent, de situation socioéconomique différente et les organisations acquièrent le potentiel nécessaire pour mieux développer les capacités d'entrepreneuriat et de développement coopératif,

*Décide* de formuler les recommandations suivantes à l'intention des gouvernements, de la Commission et de la CNUCED :

a) Les gouvernements sont encouragés à tenir compte des conclusions de la Commission et à prendre les mesures suivantes :

i) *Promouvoir* le développement de plates-formes télématiques, rassemblant les universités et les instituts de recherche nationaux dans des réseaux internationaux de recherche et pour qu'ils profitent des possibilités qu'offre l'apprentissage en commun;

ii) *S'assurer* que les mécanismes multilatéraux et les organes de normalisation dans le secteur des technologies de l'information et des communications et les réseaux mondiaux fonctionnent bien de façon démocratique, équitable et cohérente avec la participation effective des pays en développement;

iii) *Promouvoir* des politiques nationales tendant à encourager l'utilisation des technologies de l'information et des communications, en particulier les

politiques qui sont adaptées aux besoins locaux, et établir des programmes d'amélioration des ressources humaines dans ce domaine;

iv) *Encourager* les partenariats conclus avec d'autres acteurs pour remédier aux contraintes infrastructurelles élémentaires concernant, par exemple, la distribution d'électricité et les autres services publics, qui ont pour effet de limiter l'accès aux ressources informatiques et à leur utilisation, en prêtant spécialement attention aux solutions adaptées localement qui peuvent être reproduites à l'échelle régionale;

v) *Collaborer* pour remédier à la « fracture du contenu » en étudiant les moyens d'accroître l'accès aux publications scientifiques en ligne et l'accès dans les langues locales;

vi) *Encourager* les fondations et organismes nationaux de recherche à mettre dans le domaine public les résultats de la recherche et les données de façon que leur accès soit libre, ouvert et facile;

vii) *Encourager aussi* une collaboration internationale dans la diffusion de publications numérisées résultant de recherches financées sur fonds publics, en les mettant gratuitement en ligne et en les rendant facilement accessibles;

viii) *Encourager en outre*, en particulier avec d'autres acteurs, la viabilité logistique et financière des bibliothèques scientifiques virtuelles, notamment celles qui offrent une tribune pour faciliter la constitution de réseaux de scientifiques à travers les frontières et une capacité intégrée de recherche dans l'ensemble des publications en ligne disponibles;

ix) *Encourager* la formation de réseaux de recherche et d'éducation nationaux, qui facilitent la création de réseaux réunissant des scientifiques, améliorent le pouvoir d'achat collectif des services de recherche scientifique en ligne, notamment l'accès aux publications scientifiques périodiques, et aboutissent ainsi à la mise en commun de ressources rares;

x) *Renforcer* les programmes d'enseignement secondaire et postsecondaire pour mieux intégrer les systèmes d'information géographique et les concepts fondamentaux de la géographie, qui enrichissent la réflexion géospatiale, dans des programmes d'enseignement nationaux, en aidant les enseignants, par la formation, à mieux intégrer les systèmes d'information géographique, la géographie et la réflexion géospatiale dans leur carrière professionnelle;

xi) *Créer* des organes se consacrant à l'obtention, la conservation et la diffusion de données géographiques, notamment de données de télédétection, pour mieux diffuser les données des systèmes d'information géographique en vue d'une utilisation publique au moindre coût;

xii) *Faire participer* le secteur privé à une plus grande ouverture de la technologie aux données géospatiales; par exemple, des organismes publics tels que les administrations et les bibliothèques publiques pourraient collaborer avec les entreprises privées pour indexer l'information géospatiale et en faciliter ainsi la recherche et l'accès en ligne;

xiii) *Promouvoir* la diffusion d'expériences réussies, notamment d'innovations face aux contraintes, pour encourager une culture de

l'innovation par des mécanismes tels que la distribution de prix et des campagnes de presse;

xiv) *Encourager et soutenir* les efforts visant à faciliter l'acquisition de connaissances et le développement des capacités dans l'entreprise et dans le secteur industriel, par l'instauration d'un environnement favorable;

xv) *Encourager également* les instituts d'études et de recherches scientifiques, dans leur pays, en particulier dans les pays développés, à collaborer avec leurs homologues d'autres pays, notamment des pays les moins avancés;

xvi) *Constater* qu'il faut prévoir un financement et des ressources adéquats pour la science et la technologie, en particulier dans les pays en développement;

xvii) *Envisager* des mécanismes possibles pour examiner la recherche scientifique sous le prisme de la parité des sexes, depuis la définition d'un agenda, à la conception et la mise en œuvre de projets, par exemple par l'utilisation de quotas et de moyens d'évaluation faisant une distinction entre les sexes;

b) La Commission de la science et de la technique au service du développement et la CNUCED sont encouragées à :

i) S'agissant de la Commission, *continuer* à être le porte-drapeau de l'innovation, à susciter une prise de conscience chez les décideurs au sujet de l'innovation et à dégager des possibilités particulières, pour les pays en développement, de profiter de cette innovation; on prêterait attention aux nouvelles tendances de l'innovation qui peuvent offrir des possibilités nouvelles pour les pays en développement, en particulier pour leurs petites et moyennes entreprises et leurs entrepreneurs individuels;

ii) *Partager et analyser* les indices d'un développement des capacités d'innovation, en particulier au niveau de l'entreprise, notamment des petites et moyennes entreprises, pour mieux comprendre les dimensions sociales et économiques de ces processus dans l'optique de la confection des politiques publiques;

iii) *Offrir* une tribune pour le dialogue et pour la mise en commun des pratiques et données d'expérience optimales de façon à repérer et recommander des moyens et des mesures appropriées de promouvoir l'innovation, la recherche-développement, la création de connaissances nouvelles et le transfert de technologie, ainsi que des technologies de l'information et des communications pour la création de capacités dans l'enseignement et la recherche scientifique et technologique et dans l'entreprise, pour le bien des pays en développement; et, dans ce contexte, explorer les moyens d'élargir la coopération entre tous les pays, notamment en mettant en ligne les ressources disponibles;

iv) *Mettre au point* des indicateurs pour suivre les progrès accomplis par les pays dans l'application des recommandations consignées dans les examens des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation pour développer ces politiques, suivre les autres recommandations qu'ils ont adoptées et pour



mener à la demande de ces pays des examens périodiques des progrès accomplis;

v) *Encourager* le Conseil consultatif sur l'égalité entre les sexes à contribuer aux débats et à la documentation de la Commission de la science et de la technique au service du développement, inviter ce conseil à rendre compte des progrès accomplis, lors des sessions annuelles de la Commission, et envisager d'intégrer s'il y a lieu une perspective sexospécifique dans les examens des politiques de la science, de la technologie et de l'information.

## **B. Projet de décision pour adoption par le Conseil**

2. La Commission recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision suivant :

### **Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa quinzième session et ordre du jour provisoire et documentation de la seizième session de la Commission\***

Le Conseil économique et social :

- a) Prend note du rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa quinzième session<sup>9</sup>;
- b) Approuve l'ordre du jour provisoire et la documentation de la seizième session de la Commission tels qu'ils sont donnés ci-après.
  1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
  2. Progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des documents issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international.

#### **Documentation**

Rapport du Secrétaire général

3. La science et la technique au service du développement

Thèmes prioritaires :

- a) La science, la technologie et l'innovation pour des villes et des communautés périurbaines viables.

#### **Documentation**

Rapport du Secrétaire général

- b) Le haut débit Internet pour une société numérisée sans exclusive.

---

\* Pour le compte rendu des débats, voir les chapitres VII et VIII.

<sup>9</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2012, Supplément n° 11 (E/2012/31).*

### **Documentation**

Rapport du Secrétaire général

4. Présentation de rapports sur les examens des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation.
5. Élection du Président et des autres membres du Bureau de la dix-septième session de la Commission.
6. Ordre du jour provisoire et documentation de la dix-septième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa seizième session.

## **C. Questions portées à l'attention du Conseil**

La décision suivante adoptée par la Commission de la science et de la technique au service du développement est portée à l'attention du Conseil économique et social :

### **Décision 15/101**

#### **Documents dont la Commission de la science et de la technique au service du développement était saisie à sa quinzième session**

La Commission de la science et de la technique au service du développement prend note des documents suivants :

- a) Rapport du Secrétaire général sur l'innovation, la recherche, les transferts de technologies mutuellement bénéfiques, l'entrepreneuriat et la planification conjointe intéressant la société de l'information (E/CN.16/2012/2);
- b) Rapport du Secrétaire général sur le libre accès, les bibliothèques scientifiques virtuelles, l'analyse géospatiale et les autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et de la communication ou aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions relatives au développement, en particulier l'éducation (E/CN.16/2012/3).

## Chapitre II

### **Progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international**

3. La Commission a examiné le point 2 de son ordre du jour à ses 1<sup>re</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> séances, les 21, 22, 23 et 25 mai 2012. Elle était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international (A/67/66-E/2012/49);

b) Rapport du Président du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet (A/67/65-E/2012/48);

c) Compte rendu établi par le secrétariat de la CNUCED sur la réunion du groupe intersessions de la Commission, tenue à Manille du 13 au 15 décembre 2011 (E/CN.16/2012/CRP.1);

d) Rapport du Président sur les consultations ouvertes à tous les États Membres portant sur le renforcement de la coopération sur les questions relatives à Internet relevant des politiques générales au niveau international (E/CN.16/2012/CRP.2).

4. À la 1<sup>re</sup> séance, le 21 mai, le Chef du secrétariat de la Commission de la science et de la technique au service du développement, CNUCED, a présenté le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/67/66-E/2012/49.

5. À la 3<sup>e</sup> séance, le 22 mai, Hamadoun Touré, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, Jānis Kārklīņš, Sous-Directeur général de la communication et de l'information, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Ali Ghodbani, Président et Administrateur de Tunisie Telecom, et David Souter, ICT Development Associates, ont fait des déclarations.

6. Les représentants de la République islamique d'Iran, de l'Autriche, de la Finlande, de la Tunisie, du Portugal, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de Cuba et des États-Unis d'Amérique ont fait des déclarations.

7. Le représentant de la Commission économique pour l'Afrique a fait une déclaration.

8. Les représentants de IT for Change et de l'Association for Progressive Communications ont également fait des déclarations.

9. À la 3<sup>e</sup> séance, le 22 mai, le Vice-Président, Peter Major (Hongrie), a présenté le rapport du Président du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet (A/67/65-E/2012/48).

10. Marília Maciel, Directrice de projet et chercheuse, Centre pour la technologie et la société, Fundação Getulio Vargas, Baher Esmat, Directeur, Relations régionales (Moyen-Orient), Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, Marilyn Cade, Administratrice en chef, MCADE LLC, et Anriette Esterhuysen, Directrice exécutive, Association for Progressive Communications, ont fait des déclarations.

11. À la 4<sup>e</sup> séance, le 22 mai, la Commission a commencé son examen du rapport du Président du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet et a entendu les déclarations faites par les représentants de l'Égypte, de Sri Lanka, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la République islamique d'Iran, de la Chine, de la Suisse, du Mexique et du Portugal.

12. Le représentant de la Commission économique pour l'Afrique et le représentant de la Chambre de commerce internationale ont également fait des déclarations.

13. Le représentant de la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs a fait une déclaration.

**Table ronde ministérielle sur l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information**

14. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 21 mai, la Commission a tenu une table ronde ministérielle sur l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, animée par Hamadoun Touré, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, à laquelle les intervenants ci-après ont participé : Pedro Teta, Vice-Ministre des télécommunications de l'Angola, Mothae Anthony Maruping, Représentant permanent du Lesotho auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Anwar A. Elfeitori, Ministre des technologies de la communication et de l'information de la Libye, Vishnou Gondeea, Secrétaire permanent par intérim, Ministère des technologies de l'information et de la communication de Maurice, Hashem Al-Mustafawi Al-Hashemi, Ministre plénipotentiaire du Qatar, Ilya Massukh, Vice-Ministre des télécommunications et des moyens de communication de masse de la Fédération de Russie et Abdullah A. Al-Darrab, Gouverneur, Arabie saoudite.

15. Le Président a fait une déclaration.

16. À la 4<sup>e</sup> séance, le 22 mai, le Président a fait une déclaration et a présenté le rapport sur les consultations ouvertes à tous les États Membres portant sur le renforcement de la coopération sur les questions relatives à Internet relevant des politiques générales au niveau international (E/CN.16/2012/CRP.2).

17. La Commission a tenu une réunion d'information sur les consultations ouvertes à tous les États Membres portant sur le renforcement de la coopération sur les questions relatives à Internet relevant des politiques générales au niveau international.

18. Emily Taylor, consultante en gouvernance de l'Internet, Parminderjeet Singh, Directeur exécutif, IT for Change et Theresa Swinehart, Directrice de l'Internet mondial, Verizon Communications, ont fait des exposés.

19. Les représentants de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de la République islamique d'Iran, de l'Inde, de l'Afrique du Sud, du Brésil, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Portugal, de la Chine, de Sri Lanka, de la Finlande, de la Suède, de la Suisse, de l'Autriche, du Brésil, du Canada, du Mexique, du Pérou et de la France ont fait des déclarations.

20. Un représentant de l'Internet Society a également fait une déclaration.

## **Mesures prises par la Commission**

### **Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information**

21. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 25 mai, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information », présenté par son Vice-Président, Peter Major (Hongrie), et distribué comme document non officiel.
22. La Commission a été informée que le projet de texte n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.
23. La Commission a adopté le projet de résolution et a recommandé au Conseil économique et social de l'adopter (voir chap. I, sect. A, projet de résolution I).

## Chapitre III

### **Thèmes prioritaires :**

- a) Innovation, recherche, transfert de technologie mutuellement bénéfique, entrepreneuriat et planification conjointe intéressant la société de l'information**
- b) Libre accès, bibliothèques scientifiques virtuelles, analyse géospatiale et autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et des communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier l'éducation**

24. La Commission a examiné le point 3 de son ordre du jour à ses 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> séances, les 21, 23 et 24 mai 2012. Elle était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'innovation, la recherche, le transfert de technologie mutuellement bénéfique, l'entrepreneuriat et la planification conjointe intéressant la société de l'information (E/CN.16/2012/2);

b) Rapport du Secrétaire général sur le libre accès, les bibliothèques scientifiques virtuelles, l'analyse géospatiale et les autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et de la communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier l'éducation (E/CN.16/2012/3);

c) Compte rendu établi par le secrétariat de la CNUCED sur la réunion du groupe intersessions de la Commission, tenue à Manille du 13 au 15 décembre 2012 (E/CN.16/2012/CRP.1).

### **Table ronde ministérielle sur la contribution de la science et de la technologie à la solution des problèmes de développement après l'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement**

25. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 21 mai, la Commission a tenu une table ronde ministérielle sur la contribution de la science et de la technologie à la solution des problèmes de développement après l'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement, animée par Gretchen Kalonji, Sous-Directrice générale pour le Secteur des sciences exactes et naturelles, à l'UNESCO, à laquelle les intervenants ci-après ont participé : Edmée Mansilla Abouattier, Directrice de cabinet, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de Côte d'Ivoire; Nadia Zakhary, Ministre d'État de la recherche scientifique de l'Égypte; Mario Roger Hernández, Vice-Ministre du commerce, Ministère de l'économie d'El Salvador; Ahmed Mustapha, Vice-Ministre de l'environnement, de la science et de la technologie du Ghana; Maung Wai, Représentant permanent du Myanmar auprès de l'Office des Nations Unies à Genève; Abdoul Aziz Issa Daouda, Directeur de cabinet, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Niger; Abdullah Mohammed Al-Mahrouqi, Directeur de l'appui à l'innovation et du développement d'Oman; Changez Khan Jamali, Ministre de la science et de la technologie du Pakistan; Nguyen Quan, Ministre de la science et de la technologie

du Viet Nam; Bruno Jean Richard Itoua, Ministre de la recherche scientifique du Congo; Maged Al-Sherbiny, Président de l'Académie égyptienne de recherche scientifique; Pedro Teta, Vice-Ministre des télécommunications de l'Angola; et Anwar A. Elfeitori, Ministre des technologies des communications et de l'information de la Libye.

26. Les représentants du Lesotho, du Soudan, du Costa Rica, de l'Autriche et des États-Unis d'Amérique ont aussi pris la parole.

27. Le représentant de la Commission économique pour l'Afrique a également participé au débat.

28. Le Président a fait une déclaration.

**Réunion-débat sur l'extension en milieu rural de l'accès universel aux services informatiques et l'équipement des zones concernées**

29. À sa 5<sup>e</sup> séance, le 23 mai, la Commission a tenu une réunion-débat sur l'extension en milieu rural de l'accès universel aux services informatiques et l'équipement des zones concernées, animée par Darrell Owen, Global Broadband and Innovations Programme, United States Agency for International Development.

30. Andrew Reynolds, Vice-Président de la Commission et Conseiller principal, Technologies spatiales et avancées, Département d'État américain, a fait une déclaration liminaire.

31. Kofi Attor, Administrateur du Ghana Investment Fund for Electronic Communication; Parvez Iftikhar, ancien Administrateur de Universal Service Fund Company; Guillermo Cruz, ancien Administrateur de Compartel et David Townsend, consultant, Universal Service Fund Company, ont fait des exposés.

32. Un débat s'est ensuite ouvert, auquel les représentants du Pérou, du Portugal, de l'Autriche, du Costa Rica, du Ghana et de la Tunisie ont participé.

33. Le Président a fait une déclaration.

34. À sa 6<sup>e</sup> séance, le 23 mai, le représentant du secrétariat de la CNUCED a fait une déclaration liminaire.

35. Les orateurs principaux, Rolf-Dieter Heuer, Directeur général de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire et Shirley Malcom, Chef de la Direction des programmes liés à l'éducation et aux ressources humaines, American Association for the Advancement of Science, ont fait des déclarations.

36. Un dialogue s'est ensuite ouvert avec les orateurs principaux, auquel ont participé les représentants des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Costa Rica, de la Tunisie, de l'Autriche et de la République dominicaine.

37. Le représentant de l'Association for Progressive Communications a également participé au dialogue.

38. Dominique Foray, professeur titulaire, chaire en économie et management de l'innovation, École polytechnique fédérale de Lausanne, et Adel Torjmen, Vice-Président, Association tunisienne pour la communication et la technologie, ont fait des exposés au titre du point subsidiaire a).

39. Taffere Tesfachew, Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux, CNUCED, Espen Volden, secrétariat du Groupe sur l'observation de la Terre et Emanuele Gennai, Institut de recherche pour l'environnement (Genève), ont fait des exposés au titre du point subsidiaire b).

40. La Commission a commencé ensuite son examen général et a entendu les déclarations faites par les représentants de Sri Lanka, de la Turquie et de la Fédération de Russie.

## **Mesures prises par la Commission**

### **Science et technique au service du développement**

41. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 25 mai, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « La science et la technique au service du développement », déposé par le Président, dont le texte a été distribué en anglais seulement.

42. Le Président a informé la Commission que le projet de texte n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

43. La Commission a adopté le projet de résolution et en a recommandé l'adoption au Conseil économique et social (voir chap. I, sect. A, projet de résolution II).

### **Projet de décision proposé par le Président**

44. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 25 mai, sur la proposition du Président, la Commission a décidé de prendre note des documents ci-après (voir chap. 1, sect. C, décision 15/101) :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'innovation, la recherche, le transfert de technologie mutuellement bénéfique, l'entrepreneuriat et la planification conjointe intéressant la société de l'information (E/CN.16/2012/2);

b) Rapport du Secrétaire général sur le libre accès, les bibliothèques scientifiques virtuelles, l'analyse géospatiale et les autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et des communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier l'éducation (E/CN.16/2012/3).



## Chapitre IV

### **Présentation de rapports sur l'examen des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation**

45. La Commission a examiné le point 4 de son ordre du jour à sa 7<sup>e</sup> séance, le 24 mai 2012, et a entendu une déclaration liminaire du Directeur de la Division de la technologie et de la logistique de la CNUCED.

#### *Réalisation de l'examen des politiques relatives à la science, à la technique et à l'innovation de l'Angola*

46. João Sebastião Teta, Ministre adjoint des télécommunications de l'Angola, a fait une déclaration.

#### *Présentation de l'examen des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation du Ghana*

47. L'administrateur chargé de la section de l'examen des politiques au Service de la science, de la technique et des technologies de l'information et des communications de la CNUCED a fait un exposé.

48. Miguel Palomino de la Gala, Directeur du Département de la science et de la technique, Ministère des affaires étrangères du Pérou, a fait une déclaration.

49. Les représentants du Mexique et de l'Espagne ont fait des déclarations.

#### *Présentation de l'examen des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation d'El Salvador*

50. L'administrateur chargé de la section de l'examen des politiques, Service de la science, de la technique et des technologies de l'information et des communications, CNUCED, a fait un exposé.

51. Mario Roger Hernández, Vice-Ministre de l'économie d'El Salvador, a fait une déclaration.

52. Les représentants des États-Unis d'Amérique et du Brésil ont fait des déclarations.

53. Le représentant du secrétariat de la CNUCED a fait les observations finales.

## Chapitre V

### **Élection du Président et des autres membres du Bureau de la seizième session de la Commission**

54. La Commission a examiné le point 5 de l'ordre du jour à sa 8<sup>e</sup> séance, le 24 mai 2012.

55. Pour la seizième session, la Commission a élu par acclamation les membres du Bureau ci-après :

*Président :*

Miguel Palomino de la Gala (Pérou)

*Vice-Présidents :*

Thato Regina Mosisili (Lesotho)

Andrew Reynolds (États-Unis d'Amérique)

Peter Major (Hongrie)

56. Le représentant du Costa Rica, au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a fait une déclaration.

57. Le représentant de la Fédération de Russie, au nom du Groupe des États d'Europe orientale a fait une déclaration.

58. Miguel Palomino de la Gala (Pérou), le Président de la seizième session nouvellement élu, a fait une déclaration.

59. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 25 mai, la Commission a élu Mohammad Kazem Asayesh Talab Tousi (République islamique d'Iran) Vice-Président de la seizième session.

60. La Commission a reporté l'élection du rapporteur à la prochaine session.

## **Chapitre VI**

### **Ordre du jour provisoire et documentation de la seizième session de la Commission**

61. La Commission a examiné le point 6 de l'ordre du jour à sa 9<sup>e</sup> séance, le 25 mai 2012. Elle était saisie d'un document de travail contenant le projet d'ordre du jour provisoire et la documentation de sa seizième session.

62. La Commission a approuvé un projet de décision concernant l'ordre du jour provisoire et la documentation de sa seizième session et en a recommandé l'adoption au Conseil économique et social (voir chap. I, sect. B).

## **Chapitre VII**

### **Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa quinzième session**

63. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 25 mai 2012, la Commission était saisie du projet de rapport sur les travaux sa quinzième session (E/CN.16/2012/L.1).

64. À cette même séance, la Commission a adopté le projet de rapport sur les travaux de sa quinzième session et chargé le rapporteur d'en achever l'établissement.

## Chapitre VIII

### Organisation de la session

#### A. Ouverture et durée de la session

65. La Commission de la science et de la technique au service du développement a tenu sa quinzième session du 21 au 25 mai 2012 à l'Office des Nations Unies à Genève. Elle a tenu 10 séances (1<sup>re</sup> à 9<sup>e</sup>).

66. La session a été ouverte par le Président, Fortunato de la Peña (Philippines), qui a également fait une déclaration.

67. À la 1<sup>re</sup> séance, le 21 mai, le Secrétaire général de la CNUCED a fait une déclaration.

68. À la même séance ont fait des déclarations les intervenants ci-après : Hamadoun Touré, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications; Richard Robert Ernst, Lauréat du prix Nobel, ETH Zurich; Subramanian Ramadorai, Vice-Président, Tata Consultancy Services (au nom de l'Initiative BASIS de la Chambre de commerce internationale); Daniel Reed, Vice-Président, Technology Policy Group of Microsoft; et Marília Maciel, Directrice de projet et chercheuse, Centre pour la technologie et la société, Fundação Getulio Vargas (au nom de la société civile).

#### B. Participation

69. La liste des participants à la session est publiée sous la cote E/CN.16/2012/INF/1.

#### C. Élection du Bureau

70. À la 9<sup>e</sup> séance de sa quatorzième session, le 27 mai 2011, la Commission avait élu par acclamation le Bureau de sa quinzième session, composé comme suit :

*Président :*

Fortunato de la Peña (Philippines)

*Vice-Présidents :*

Miguel Palomino de la Gala (Pérou)

Andrew Reynolds (États-Unis d'Amérique)

71. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 21 mai, la Commission a élu Ahmed Mustapha (Ghana) Vice-Président pour remplacer Sherry Ayitey (Ghana), qui n'était plus en mesure de s'acquitter de ses fonctions. Elle a élu Peter Major (Hongrie) Vice-Président et l'a désigné pour exercer les fonctions de rapporteur de la quinzième session de la Commission.

## **D. Ordre du jour et organisation des travaux**

72. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 21 mai, après la déclaration du représentant de Sri Lanka et les éclaircissements donnés par le Secrétaire, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire de la session, publié sous la cote E/CN.16/2012/1, et approuvé l'organisation des travaux. L'ordre du jour se lisait comme suit :

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international.
3. Thèmes prioritaires :
  - a) Innovation, recherche, transferts de technologie bénéfiques pour tous, esprit d'entreprise et planification conjointe intéressant la société de l'information;
  - b) Libre accès, bibliothèques scientifiques virtuelles, analyses géospatiales et autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et des communications ou à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions de développement, en particulier l'éducation.
4. Présentation de rapports sur les examens de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation.
5. Élection du Président et des autres membres du Bureau de la seizième session de la Commission.
6. Ordre du jour provisoire et documentation de la seizième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur sa quinzième session.

73. À la même séance, la Commission a approuvé l'organisation des travaux proposée dans un document informel distribué en anglais seulement.

## **E. Documentation**

74. La liste des documents dont la Commission était saisie à sa quinzième session figure à l'annexe du présent document.

**Annexe****Liste des documents dont la Commission était saisie  
à sa quinzième session**

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre ou description</i>
E/CN.16/2012/1	1	Ordre du jour provisoire annoté et organisation des travaux
A/67/66-E/2012/49	2	Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international
A/67/65-E/2012/48	2	Rapport du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet
E/CN.16/2012/CRP.2	2	Rapport du Président sur les consultations à participation non limitée sur le renforcement de la coopération dans le domaine des politiques publiques internationales relatives à Internet
E/CN.16/2012/2	3 a)	Rapport du Secrétaire général sur l'innovation, la recherche, les transferts de technologie mutuellement bénéfiques, l'entrepreneuriat et la planification conjointe intéressant la société de l'information
E/CN.16/2012/3	3 b)	Rapport du Secrétaire général sur le libre accès, les bibliothèques scientifiques virtuelles, l'analyse géospatiale et les autres outils complémentaires liés aux technologies de l'information et de la communication ou aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, utiles pour aborder les questions relatives au développement, en particulier l'éducation
E/CN.16/2012/L.1	7	Projet de rapport de la Commission sur sa quinzième session
E/CN.16/2012/CRP.1	2 et 3	Rapport élaboré par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur la réunion du groupe intersessions de la Commission qui s'est tenue à Manille du 13 au 15 décembre 2011
E/CN.16/2012/INF/1		Liste des participants

12-36557 (F) 060712 090712

